

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20241113-DEC-DACA1047 EN DATE DU 27 NOV. 2024
PORTANT PROLONGATION D'AUTORISATION D'EXPLOITER DE LA CARRIÈRE DE LA
SOCIÉTÉ DRÔME ARDÈCHE GRANULATS (DAG)
SUR LA COMMUNE DE CHÂTEAUNEUF-DU-RHÔNE**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme,
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté n° 3991 du 02 juillet 1997 autorisant la société Drome Ardèche Granulats à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Châteauneuf-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté n°3399 du 2 juillet 1997 autorisant la société Drôme Ardèche Granulats à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Châteauneuf-du-Rhône ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 10-3331 du 12 août 2010 autorisant la SNC Drôme Ardèche Granulats à procéder au renouvellement et à l'extension de la carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Châteauneuf-du-Rhône sur une superficie de 172 ha 64 a 19 ca pour une durée de 15 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2017-01-09-001 du 9 janvier 2017 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière alluvionnaire exploitée par la société Drôme Ardèche Granulats (DAG) sur la commune de Châteauneuf-du-Rhône ;
- VU** la demande présentée le 9 août 224 par Messieurs Philippe NYKOLYSZYN et Olivier PULLIAT Directeurs co-gérants de la société Drôme Ardèche Granulats (DAG) de modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 10-331 du 12 août 2010 et la prolongation de son exploitation jusqu'au 31 décembre 2028 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la DREAL, du 18 septembre 2024, précisant que les modifications liées au projet sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique en vue d'une prolongation d'exploitation et d'une modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de la société Drôme Ardèche Granulats sur la commune de Châteauneuf-du-Rhône du 21 octobre 2024 au 4 novembre 2024 inclus ;

VU l'absence d'observations du public lors de la participation du public par voie électronique ;

VU les avis favorables du Maire de la commune de Châteauneuf-du-Rhône et des propriétaires des terrains ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 novembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 19 novembre 2024 et l'avis de l'exploitant du 21 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que les réserves de matériaux de la carrière alluvionnaire de la société Drôme Ardèche Granulats sur la commune de Châteauneuf-du-Rhône n'ont pas été totalement exploitées ;

CONSIDÉRANT la diminution du périmètre de la carrière du fait de l'abandon de l'exploitation des parcelles ZW 11 et ZW 12 qui resteront agricoles et d'une partie de la route communale n°5. Cette surface non exploitée représente une surface de 2ha 67ca ;

CONSIDÉRANT la diminution des productions maximales autorisées qui passeront de 1 000 000 t/an à 750 000 t/an et moyennes autorisées qui passeront de 800 000 t/an à 650 000 t/an ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remises en état restent globalement inchangées avec un réaménagement agricole et naturel sous forme de plans d'eau ;

CONSIDÉRANT les mesures de suivi mises en place par la société Drôme Ardèche Granulats (suivis des niveaux piézométriques, de la qualité des eaux de la nappe, des retombées de poussières et de l'impact sonore) ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation du public lors de la participation du public par voie électronique en vue d'une prolongation d'exploitation et de la modification des conditions de remise en état qui s'est déroulée du 21 octobre au 4 novembre 2024 inclus ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Prolongation d'exploitation

La société Drôme Ardèche Granulats est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire en eau sur le territoire de la commune de Châteauneuf-du-Rhône jusqu'au 31 décembre 2028 remise en état incluse.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté modifié n°10-3331 du 12 août 2010 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Tableau des rubriques

Le tableau des activités de l'article 1 de l'arrêté n°10-3331 du 12 août 2010 est remplacé par les tableaux suivants :

Désignation des installations	Volume de l'activité	Rubrique	Classement
Exploitation d'une carrière alluvionnaire	Superficie autorisée 79 ha 74a 39 ca Production maximale annuelle : 750 000 tonnes Production moyenne annuelle : 650 000 t/an	2510.1	Autorisation

Rubrique IOTA :

Plan d'eau permanent dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau Nord : 12,6 ha Plan d'eau Sud : 28,8 ha	3.2.3.0	Autorisation
--	---	---------	--------------

Le périmètre d'exploitation est en annexe 1 au présent arrêté et les parcelles cadastrales sont localisées en annexe 2 au présent arrêté.

Article 3 : Remise en état

L'annexe 3 « Réaménagement et état final de la zone extension Sud » de l'arrêté modifié n°10-3331 du 12 août 2010 est remplacée par l'annexe 3 au présent arrêté.

Article 4 : Garanties financières

Le point 2 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral modifié n°10-3331 du 12 août 2010 relative aux garanties financières est complété par les prescriptions suivantes :

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière :

– période : août 2025 – décembre 2028 : 1 136 891 €

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Suivi piézométrique

La surveillance du niveau de la nappe est effectuée trimestriellement sur les piézomètres DAG 3, MC 2, PZ 2, A 146, PZ 13-02, PZ 13-02 et DAG 2. Leur localisation est en annexe 4 au présent arrêté.

L'analyse de la qualité des eaux est réalisée semestriellement sur les points suivants : PZ 13/01, PZ 2, plan d'eau Sud, plan d'eau intermédiaire et une fois créé sur le plan d'eau Nord.

Un prélèvement sera aussi réalisé sur un piézomètre amont : A 146.

La localisation des points de prélèvement est en annexe 5 au présent arrêté.

Article 6 : Suivi des retombées de poussières

La localisation des points de mesure des retombées de poussières est en annexe 6 au présent arrêté.

Article 7 : Délais et voies de recours – Publicité – Exécution

7.1 – Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

7.2 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Châteauneuf-du-Rhône pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Châteauneuf-du-Rhône fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

7.3 – Exécution – Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Châteauneuf-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

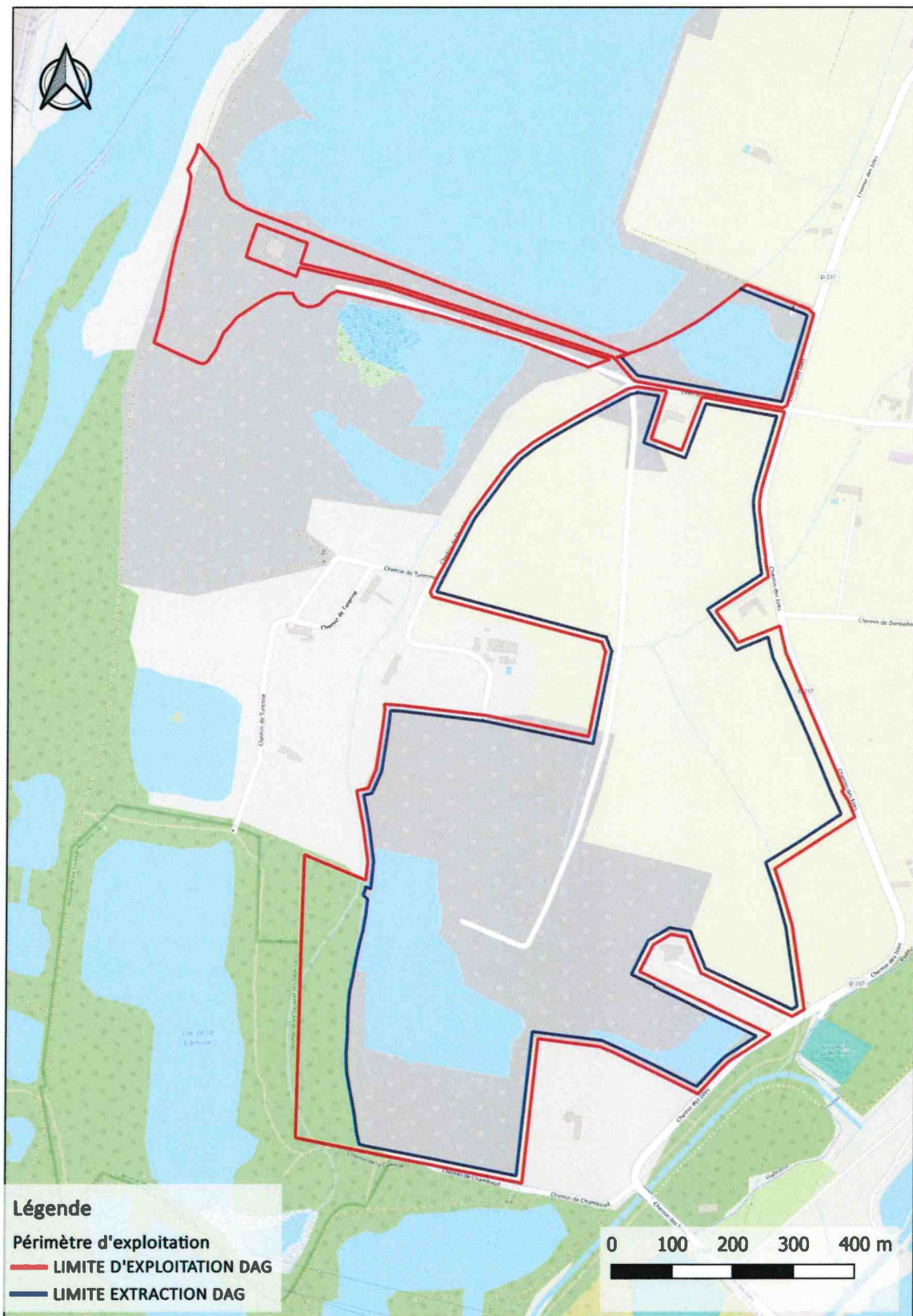
Fait à Valence, le **27 NOV. 2024**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

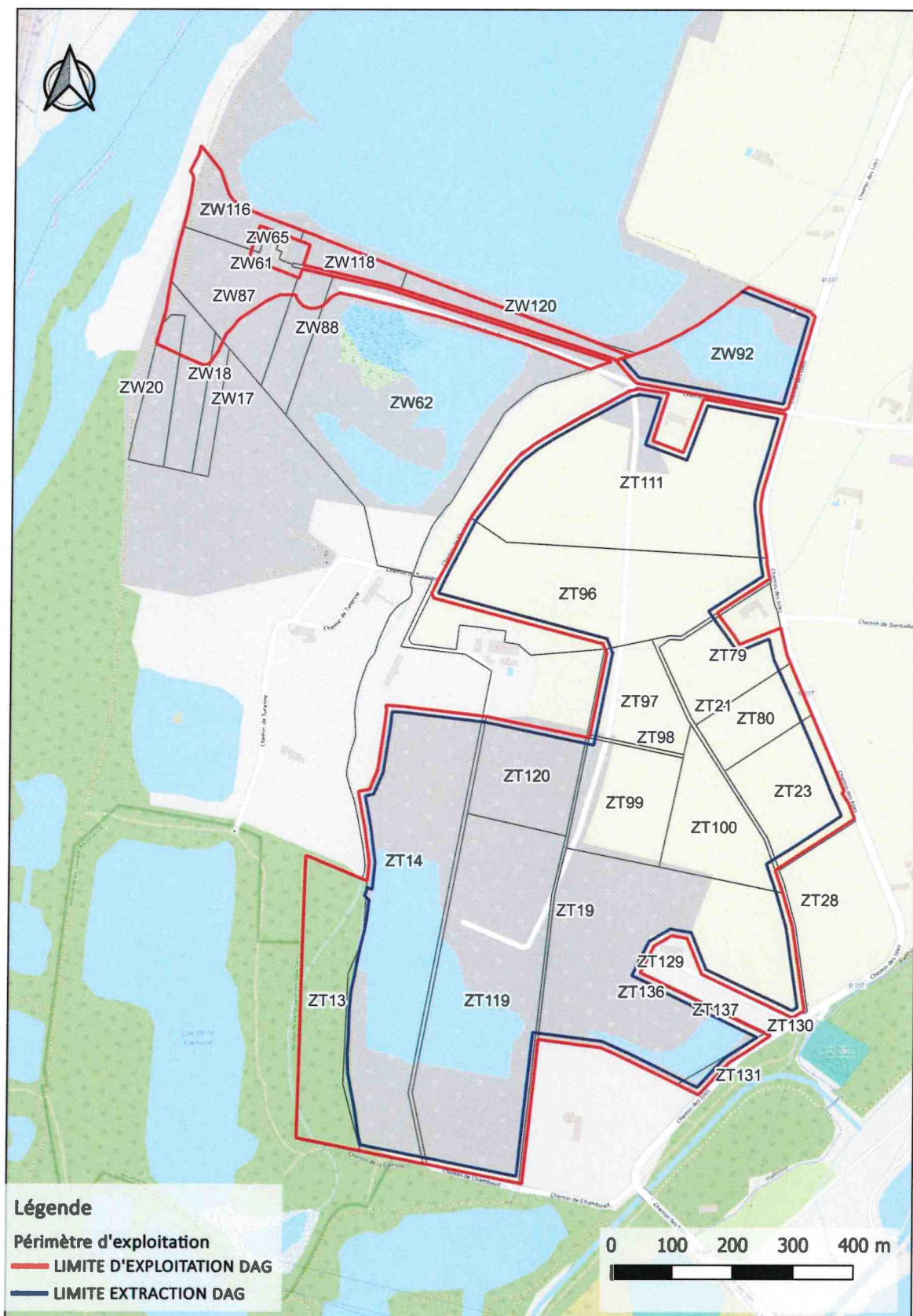
Cyril MOREAU

ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Périmètre d'exploitation



Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2024 1113 DEC-DACA1047
du 27 NOV. 2024
pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
le Préfet CYNTHIE OREAU

ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Parcelles cadastrales



Vu pour être annexé

20241113-DEC-DACA1047

27 NOV. 2024

à l'arrêté n°

du

Pour le Préfet, par délégation

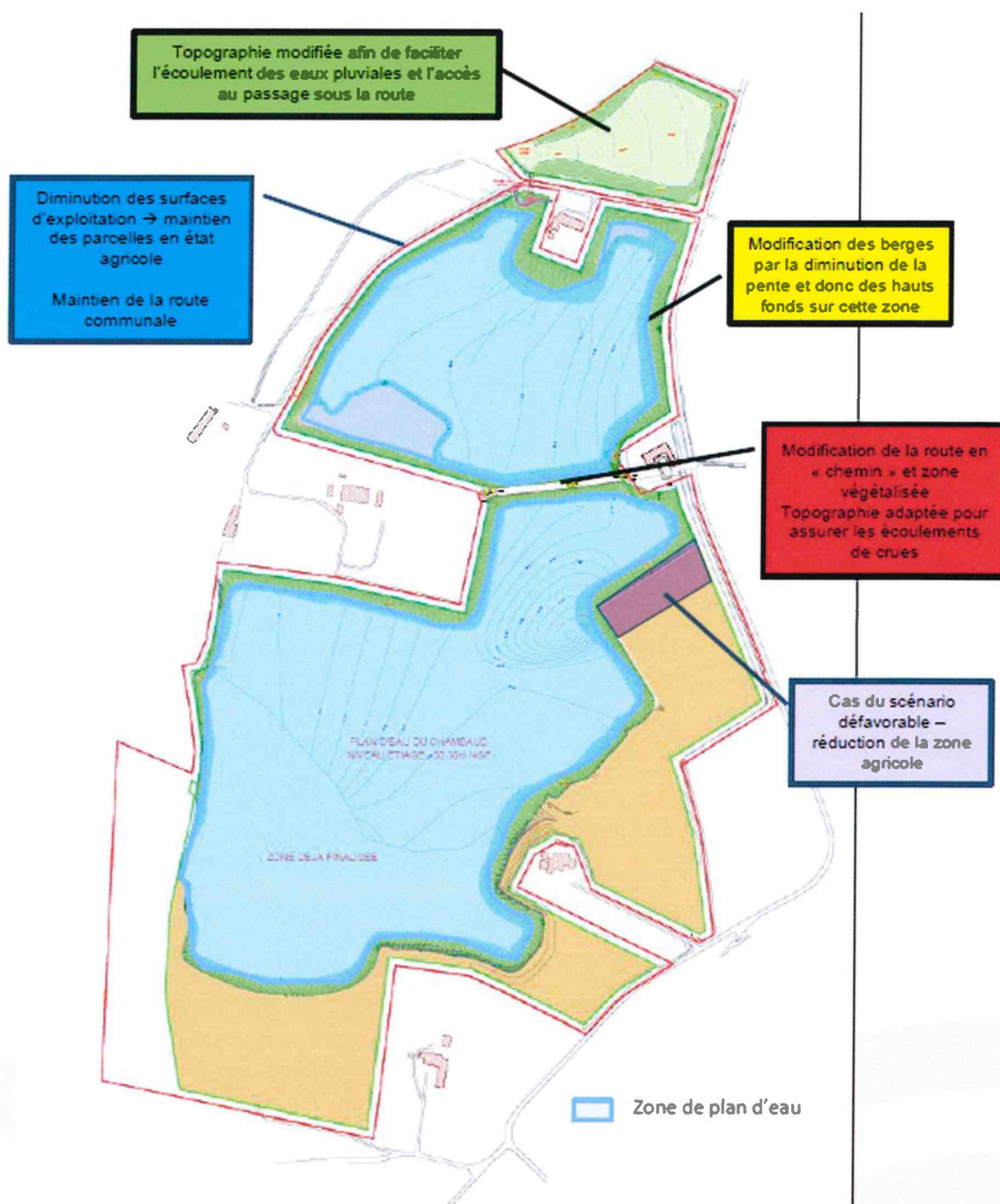
Le Secrétaire Général

le Préfet

Cyril MOREAU



ANNEXE 3 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Plan de remise en état finale



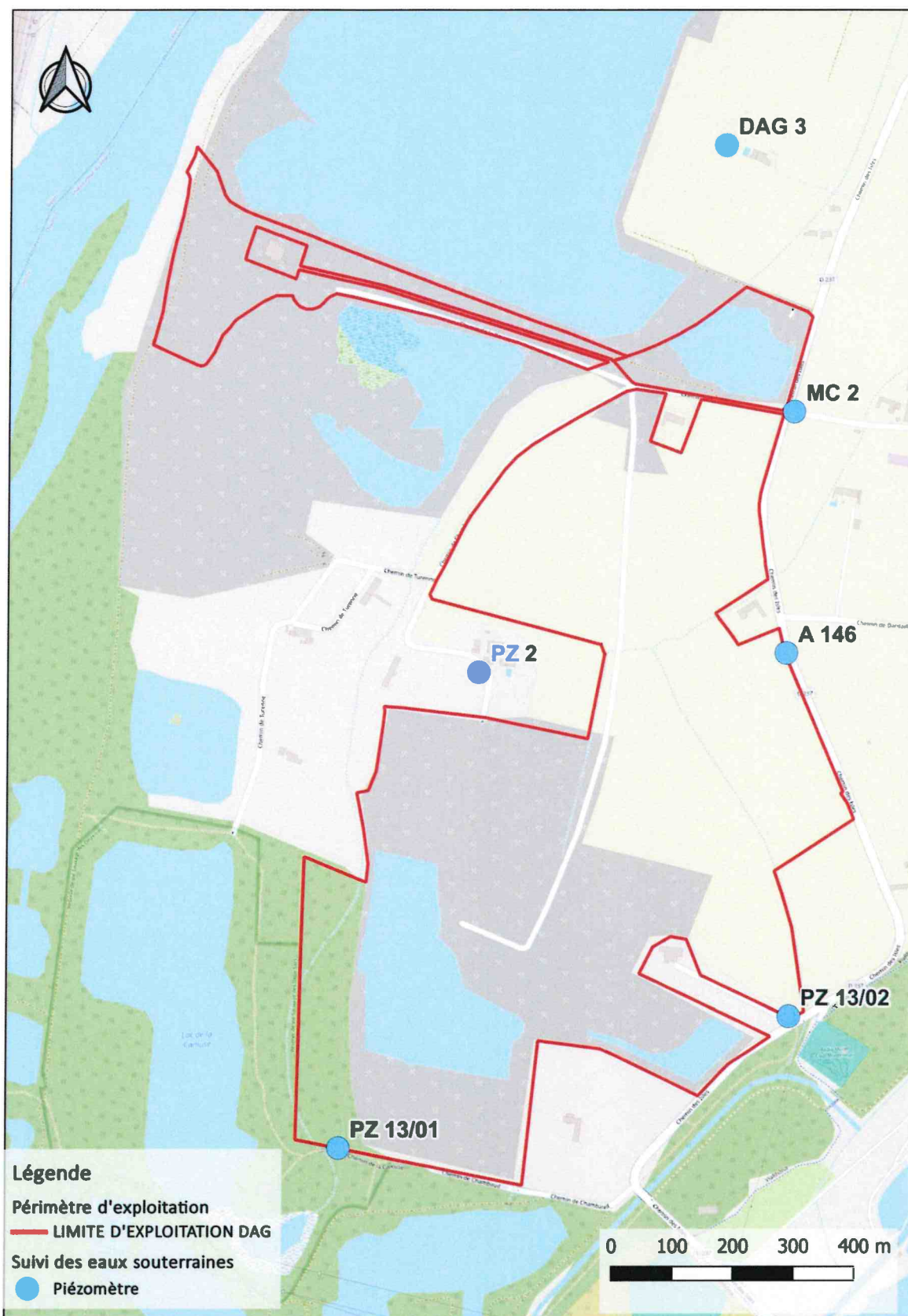
Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 20241113-DEC-DACA1047
du 27 NOV 2024



Pour les préférer par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

ANNEXE 4 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Localisation des piézomètres



Vu pour être annexé

20241113-DEC-DACA1047
à l'arrêté n° du 27 NOV. 2024

Pour le Préfet, en sa délégalion

Le Secrétaire Général

le Préfet

Cyril MOREAU

ANNEXE 5 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Localisation des points de prélèvement d'eau de surface et souterraine



Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 20241113-DEC-DACA1047 du 27 NOV. 2024

Pour le Préfet, délégué

Le Secrétaire Général
le Préfet

Cyril MOREAU

ANNEXE 6 à l'arrêté préfectoral n°20241113-DEC-DACA1047 du
Localisation des points de mesures des retombées de poussières



Vu pour être annexé

à l'arrêté n° 2024 1113 DEC DACA1047 du 27 NOV. 2024



Pour le Préfet et par délégation
Le Préfet Général

CYRIL MOREAU